Le président vénézuélien met en question la légalité des politiques étasuniennes

Caracas, 3 février (RHC-PL) Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a critiqué la politique des États-Unis à l'égard de son pays et il a assuré que le gouvernement étasunien ne dispose pas de juridiction lui permettant de sanctionner son pays.

Nicolás Maduro a évoqué les propos tenus par le vice-président étasunien, Joe Biden, qui s'est prononcé pour l'élimination de Petrocaribe, et les mesures approuvés par le Congrès contre des fonctionnaires vénézuéliens. Il a signalé que Washington se dirige vers une impasse dans ses relations avec l'Amérique Latine.

Le chef de l'État vénézuélien a rappelé que les États-Unis n'ont pas de juridiction compétente pour dicter des lois au Venezuela. Il a ajouté que son pays a besoin d'un pouvoir judiciaire anti-impérialiste qui défende la souveraineté nationale, l'indépendance et la paix contre les tentatives de coup d'État.

De son côté, le gouverneur de l'État de Mérida, Alexis Ramirez, a averti que l'extrême droite vénézuélienne essaye de déclencher des violences similaires à celles du début de l'année 2014, qui avaient fait 43 morts et des centaines de blessés.

Dans des déclarations à la chaîne Venezolana de Televisión, Alexis Ramirez a signalé que les graffitis réalisés sur trois églises de Mérida et les attaques au cocktail molotov qui ont visé d'autres églises vendredi dernier visent à discréditer la Révolution bolivarienne.

Le gouverneur de Mérida a indiqué que la visite des anciens présidents de droite Sebastian Piñera, Felipe Calderón et Andrés Pastrana et la campagne médiatique internationale contre le président de l'Assemblée Nationale Diosdado Cabello, ne sont pas dues au hasard.

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/45577-le-president-venezuelien-met-en-question-la-legalite-des-politiques-etasuniennes

Radio Habana Cuba